

## La France fixe ses lignes rouges après la réunion Trump-Juncker

© 26/07/2018 |  Terre-net Média

**La France a fixé jeudi ses lignes rouges au lendemain de la rencontre entre le président américain Donald Trump et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker pour désamorcer la crise commerciale, rejetant d'emblée un accord commercial global. « La France a toujours dit qu'il fallait éviter une guerre commerciale parce qu'elle ne ferait que des perdants », a déclaré à l'AFP le ministre des Finances Bruno Le Maire, dans une brève réaction au lendemain de la rencontre à Washington entre Donald Trump et Jean-Claude Juncker**

« **I**l est bien de revenir au dialogue avec les Américains sur les questions commerciales », s'est-il félicité, mais en exigeant rapidement des « clarifications » sur les **mesures adoptées par le président américain et celui de la Commission européenne à Washington**. « Une bonne discussion commerciale ne peut se faire que sur des bases claires et ne peut pas être conduite sous la pression », a souligné Bruno Le Maire, dont le ton contraste avec celui de Berlin, qui s'est félicité du résultat « constructif » de la réunion.

En premier lieu, le ministre a **rejeté la possibilité d'un accord commercial global entre les États-Unis et l'UE** (Union européenne), comme l'avait évoqué le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, dimanche dernier, à l'issue de la réunion du G20 Finances de Buenos Aires. « Nous ne voulons pas entrer sur la négociation d'un grand accord dont nous avons vu les limites avec le TTIP » (**Traité de libre-échange transatlantique**), l'accord dont les discussions entre Bruxelles et l'administration de Barack Obama avaient échoué il y a deux ans, a-t-il prévenu.

Bruno Le Maire a exigé également que l'agriculture « reste en dehors du champ des discussions » assurant que « l'Europe ne transigera pas avec ces normes ». « Nous avons des normes sanitaires, alimentaires et environnementales élevées et des règles de production auxquelles nous sommes attachées parce qu'elles garantissent la protection et la sécurité de nos consommateurs », a-t-il rappelé. Enfin, le ministre a demandé que « l'accès aux marchés publics américains fasse partie des discussions » considérant qu'ils sont aujourd'hui « largement fermés » aux entreprises européennes. « Chaque partie, les Américains comme les Européens, doit trouver son compte dans cette discussion », a-t-il assuré, demandant au passage « des actes de bonne volonté du côté américain ». Il a notamment fait allusion aux **droits de douane** « qui frappent déjà durement les secteurs de l'acier et de l'aluminium », les États-Unis ayant sanctionné les importations européennes le 1er juin.

Le président américain avait promis la veille de revoir la question des tarifs douaniers américains sur l'acier et l'aluminium européen. Donald Trump et Jean-Claude Juncker ont annoncé une série de décisions dans l'agriculture, l'industrie et l'énergie dont la portée exacte reste à confirmer. Mettant en avant leur volonté commune d'aller, à terme, vers la suppression totale des tarifs douaniers dans leurs échanges industriels, exception faite du secteur automobile, Donald Trump a assuré que l'UE allait commencer « presque immédiatement » à acheter « beaucoup de soja » aux producteurs américains. La question du soja pourrait susciter des frictions en Europe alors que 94 % du soja planté aux États-Unis est génétiquement modifié pour résister aux désherbants.